AFP : L’UE attend des « *gestes concrets* » de Hanoi sur les droits de l’homme

Agence France Presse

Hanoi, 26 nov (AFP) - L’Union européenne (UE) a appelé mercredi le Vietnam à faire des « *gestes concrets* » en matières de droits de l’homme, se joignant à une nouvelle série de protestations de la communauté internationale que le régime de Hanoi a choisi, comme à l’accoutumée, de repousser avec dédain.

Au terme de sa réunion annuelle sur les droits de l’homme avec le régime de Hanoi mercredi matin, l’UE a indiqué avoir « *exprimé ses inquiétudes et soulevé des questions sur le libre exercice des libertés fondamentales au Vietnam* ». Les discussions ont aussi porté sur les prisonniers d’opinion, la peine de mort, le besoin de transparence du système judiciaire vietnamien et le traitement réservé aux minorités ethniques, selon un communiqué de l’ambassade d’Italie au Vietnam.

La troïka locale de l’UE, composée de diplomates de la Commission européenne et des ambassades d’Italie et des Pays-Bas a ajouté qu’elle souhaitait « *que le dialogue sur les droits de l’homme avec le Vietnam soit suivi de gestes concrets et d’améliorations sur le terrain* ».

Cette brève déclaration intervient alors que le Vietnam est, de nouveau, l’objet de

multiples protestations internationales notamment pour sa répression des dissidents politiques et sa volonté d'étouffer l'Eglise bouddhiste unifiée du Vietnam (EBUV, interdite).

La semaine dernière, pour la seconde fois en six mois, le Parlement européen avait *« fermement condamné »* une *« nouvelle et plus sérieuse vague de répression »* contre l'EBUV et des membres des minorités ethniques.

Mercredi, la Chambre des représentants américaine avait elle aussi voté une résolution demandant à Hanoi de libérer tous les Vietnamiens détenus ou placés en résidence surveillée *« pour avoir pratiqué leur foi ou avoir défendu la liberté de culte »*.

Des agitations diplomatiques que Hanoi ne semble pas disposé à entendre, à en croire les réponses du régime, identiques à chaque critique de ce genre. Ces résolutions *« calomnient les politiques et les pratiques des libertés religieuses au Vietnam »* et reposent sur *« des informations fausses fournies par une poignée d'éléments extrémistes »*, a estimé lundi l'Assemblée nationale.

Les députés, dont 90% appartiennent au Parti communiste vietnamien (PCV), ont suivi la ligne adoptée la semaine passé par le ministère des Affaires étrangères et demandé à leurs homologues américains et européens de ne plus se livrer à des actions *« qui sapent la coopération (...) avec le Vietnam »*.

La semaine prochaine, la réunion des pays donateurs devrait soulever le dossier sans pour autant remettre en cause les sommes allouées au Vietnam (2,5 milliards de dollars en 2002). *« Le sujet sera probablement évoqué et le gouvernement soulignera vraisemblablement son indéniable succès dans la réduction de la pauvreté »*, a pronostiqué mercredi Klaus Rohland, directeur de la Banque mondiale au Vietnam.

Mais les critiques les plus infatigables ne se découragent pas. Amnesty International a accusé mercredi le gouvernement vietnamien de brandir la sécurité nationale pour justifier le muselage de l'internet et la répression à l'encontre de la dissidence politique.

« Au Vietnam, presser le bouton « envoi » peut avoir des conséquences très sévères, dont l'emprisonnement pour des années et la mise sous surveillance 24 heures sur 24 des amis et membres de sa famille », indique l'organisation.

Un rapport jugé par le ministère des Affaires étrangères *« aberrant et manquant d'objectivité »*. Comme les précédents d'Amnesty.